

Marché public n° 2026-02-MPS

**Collecte, recyclage, élimination et valorisation des
déchets ménagers, encombrants, électriques et
biodéchets du Conservatoire national supérieur de
musique et danse de Paris**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Marché public n° 2026-02-MPS

*Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et
biodéchets du CNSMDP*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....	5
1.1 - Objet du marché.....	5
1.2 - Désignation des parties au marché.....	5
1.3 - Nature du marché.....	5
1.4 - Décomposition du présent marché.....	5
1.5 - Durée du présent marché.....	5
1.6 - Pièces contractuelles.....	6
ARTICLE 2 - GÉNÉRALITÉS.....	6
2.1 - Représentation des parties.....	6
2.1.1 - <i>Représentation du Conservatoire</i>	6
2.1.2 - <i>Représentation du Titulaire</i>	6
2.1 - Groupement d'opérateurs économiques.....	7
2.2 - Sous-traitance.....	7
2.3 - Ordres de service (OS).....	7
ARTICLE 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	7
3.1 - Prescriptions techniques.....	7
3.2 - Développement durable.....	7
3.2.1 - <i>Clause d'insertion sociale</i>	7
3.2.2 - <i>Clause environnementale</i>	7
ARTICLE 4 - BONS DE COMMANDE.....	7
4.1 - Modalité d'émission des bons de commande.....	7
4.2 - Établissement des bons de commande.....	8
4.3 - Délai d'exécution des bons de commande.....	8
4.3.1 - <i>Début du délai d'exécution</i>	8
4.3.2 - <i>Expiration du délai d'exécution</i>	8
ARTICLE 5 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	8
5.1 - Opérations de vérification.....	8
5.2 - Déroulement des opérations de vérification.....	8
5.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet des prestations.....	8
5.3.1 - <i>Admission (service fait)</i>	9
5.3.2 - <i>Ajournement</i>	9
5.3.3 - <i>Réfaction</i>	9
5.3.4 - <i>Rejet</i>	9
5.4 - Garantie.....	9
ARTICLE 6 - PRIX ET RÈGLEMENT.....	9
6.1 - Règles générales.....	9

Marché public n° 2026-02-MPS

*Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et
biodéchets du CNSMDP*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

6.2 – Caractéristiques des prix	9
6.3 – Contenu des prix	10
6.4 – Détermination des prix de règlement.....	10
6.5 – Règlement des prestations.....	10
6.5.1 – Modalités de financement du présent marché.....	10
6.5.2 – Modalités de règlement.....	10
6.5.3 – Calcul du montant dû par le Conservatoire au titre des prestations fournies	10
6.5.4 – Acceptation de la demande de paiement par le Conservatoire	10
6.5.5 – Paiement pour solde et règlements partiels définitifs.....	11
6.5.6 – Règlement en cas de groupement d’opérateurs économiques ou de sous- traitance.....	11
6.5.7 – Délais de paiement – intérêts moratoires.....	11
6.5.1 – Taxes	12
6.6 – Demande de paiement (facture).....	12
6.6.1 – Contenu de la demande de paiement.....	12
6.6.1 – Remise de la demande de paiement.....	14
6.6.1 – Transmission électronique des factures	14
6.6.2 – Rejet de la demande de paiement	14
6.1 – Cession ou nantissement des créances.....	14
ARTICLE 7 – DIFFÉRENTS ET PÉNALITÉS.....	14
7.1 – Résiliation du présent marché	14
7.2 – Pénalités	15
7.2.1 – Pénalités pour retard ou mauvaise exécution	15
7.2.2 – Pénalités pour absence à une réunion	15
7.2.3 – Autres pénalités.....	15
7.3 – Règlement des litiges.....	16
ARTICLE 8 – DISPOSITIONS DIVERSES.....	16
8.1 – Réparation des dommages et assurances	16
8.2 – Forme des notifications et informations.....	16
8.3 – Informations réciproques	16
8.3.1 – Informations données par le Conservatoire au Titulaire pendant l’exécution du présent marché.....	16
8.3.2 – Informations données par le Titulaire au Conservatoire.....	16
8.4 – Modalités de computation des délais d’exécution des prestations	17
8.5 – Pièces à remettre au Titulaire.....	17
8.6 – Prestations similaires.....	17
8.7 – Propriété intellectuelle.....	17
8.8 – Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité	17
8.9 – Protection de la main-d’œuvre et conditions de travail	17
8.9.1 – Lutte contre le travail dissimulé	17
8.9.2 – Emplois de travailleurs étrangers	17
8.10 – Protection de l’environnement, sécurité et santé	18
8.11 – Égalité professionnelle et lutte contre les discriminations	18

Marché public n° 2026-02-MPS

Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et
biodéchets du CNSMDP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

8.12 – Assurances et responsabilité.....	18
8.13 – Transfert du présent marché.....	18
ARTICLE 9 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....	19

CONSULTATION

ARTICLE 1 – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

1.1 – Objet du marché

Le présent marché public, dénommé ci-après « le marché », a pour objet de confier à son Titulaire la collecte, le recyclage, l'élimination et la valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et bio déchets du Conservatoire national supérieur de musique et danse de Paris.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché, telles que précisées, particulièrement, dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 – Désignation des parties au marché

Le présent marché est conclu entre :

- Le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, dénommé ci-après « Conservatoire » ou « CNSMDP »,
Et
- Le Titulaire du présent marché désigné comme tel dans l'acte d'engagement, dénommé ci-après « Titulaire ».

1.3 – Nature du marché

Le marché est un marché public de services, au sens des articles L. 2, L. 1111-1 et plus particulièrement de l'article L. 1111-4 du CCP.

1.4 – Décomposition du présent marché

Conformément aux articles L. 2113-11 et R. 2113-3, 1° du Code, la dévolution en lots séparés aurait été de nature à rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations objet du présent marché en ce qu'une segmentation des achats aurait été fastidieuse pour les services du Conservatoire.

1.5 – Durée du présent marché

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter du 1^{er} juillet 2026, afin de succéder à l'actuel marché ayant le même objet.

Il pourra être prolongé trois fois pour une période identique d'une année, la reconduction étant tacite et le Titulaire ne pouvant s'y opposer, conformément à l'article R. 2112-4 du Code.

Le Conservatoire peut mettre fin au marché avant chaque reconduction. Le cas échéant, le Conservatoire notifie sa décision en ce sens au Titulaire au moins deux mois avant la date anniversaire de prise d'effet du marché. La décision de non-reconduction n'a pas à être motivée. La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du Titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le Titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours, quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction. De plus, en pareil cas, les bons de commande émis continuent à s'exécuter normalement jusqu'à leur terme.

Marché public n° 2026-02-MPS

Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et biodéchets du CNSMDP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

1.6 – Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1. du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du présent marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières :
 - 1.1. Le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
 - 1.2. Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
4. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
5. La fiche de contact administratif et technique (FCAT) ;
6. L'offre technique du Titulaire ;
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du présent marché.

Les éventuels actes modificatifs auront la même valeur que le document qu'ils modifient.

ARTICLE 2 – GÉNÉRALITÉS

2.1 – Représentation des parties

2.1.1 – Représentation du Conservatoire

Il est dérogé à l'article 3.3. du CCAG-FCS.

L'Adjoint du chef de service, chargé de la maintenance et de l'entretien est habilité à représenter le Conservatoire dans l'exécution du présent marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Conservatoire au cours de l'exécution du présent marché.

Ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Titulaire les décisions nécessaires engageant le Conservatoire.

2.1.2 – Représentation du Titulaire

Il est dérogé à l'article 3.4.1. du CCAG-FCS.

Le Titulaire a désigné une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Conservatoire, pour les besoins de l'exécution du présent marché, au moment du dépôt de son offre, dans la FCAT.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du présent marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Conservatoire les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

Marché public n° 2026-02-MPS

Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et biodéchets du CNSMDP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

2.1 – Groupement d’opérateurs économiques

Confer article 3.5. du CCAG-FCS.

2.2 – Sous-traitance

Confer article 3.6. du CCAG-FCS.

En complément, le Conservatoire peut demander des renseignements complémentaires sur les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant présenté, avant de donner son agrément et signer l’acte spécial de sous-traitance. Il peut refuser le sous-traitant proposé.

2.3 – Ordres de service (OS)

Confer article 3.8. du CCAG-FCS.

ARTICLE 3 – MODALITÉS D’EXÉCUTION

3.1 – Prescriptions techniques

L’exécution des prestations se fait dans le respect des stipulations du CCTP et des règles de l’art.

3.2 – Développement durable

3.2.1 – Clause d’insertion sociale

Sans objet.

3.2.2 – Clause environnementale

Il est dérogé au paragraphe 16.2.1. du CCAG-FCS.

Le Titulaire respecte les obligations environnementales figurant, notamment, dans le CCTP. Le respect de ces obligations peut faire l’objet d’un contrôle effectif.

Aussi, conformément à l’article 21.1. du CCAG-FCS, le Titulaire veille à limiter l’impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

ARTICLE 4 – BONS DE COMMANDE

Les bons de commande sont émis sur la base du BPU de chaque lot.

4.1 – Modalité d’émission des bons de commande

Les bons de commande sont des documents écrits notifiés par le Conservatoire au Titulaire qui précisent celles des prestations, décrites dans le marché, dont l’exécution est demandée et en déterminent la quantité. L’émission des bons de commande s’effectue sans négociation, selon les modalités prévues dans le présent document.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d’un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, par dérogation au paragraphe 3.7.2. du CCAG-FCS, il

Marché public n° 2026-02-MPS

Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et biodéchets du CNSMDP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

doit les notifier au Conservatoire dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au Mandataire du groupement, qui a seule qualité pour formuler des observations au Conservatoire.

4.2 – Établissement des bons de commande

Seuls les bons de commande signés par le représentant du Conservatoire, ou tout autre personne ayant reçu une délégation de signature à cet effet, devront être honorés.

4.3 – Délai d'exécution des bons de commande

Le délai d'exécution des prestations pour chaque bon de commande tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du présent marché. Cependant, leur exécution peut se poursuivre jusqu'à trois mois au plus tard après la date de fin de validité du présent marché.

4.3.1 – Début du délai d'exécution

Il est dérogé à l'article 13.1. du CCAG-FCS.

Le délai d'exécution des bons de commande démarre à compter de la date d'envoi.

4.3.2 – Expiration du délai d'exécution

Il est dérogé à l'article 13.2. du CCAG-FCS.

La date d'expiration du délai d'exécution est la date de l'achèvement des prestations.

ARTICLE 5 – CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

5.1 – Opérations de vérification

Confer article 27 du CCAG-FCS, à l'exception du paragraphe 27.3. auquel il est dérogé.

Le Conservatoire peut effectuer des contrôles de bonne exécution des prestations sans en avertir préalablement le Titulaire.

5.2 – Déroulement des opérations de vérification

Il est dérogé à l'article 28 du CCAG-FCS.

5.3 – Admission, ajournement, réfaction et rejet des prestations

L'admission, l'ajournement, la réfaction et le rejet des prestations peut être fait sous diverses formes, comme par courriel.

5.3.1 – Admission (service fait)

Le Conservatoire prononce l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du présent marché.

Confer article 30.1. du CCAG-FCS.

5.3.2 – Ajournement

Confer article 30.2. du CCAG-FCS.

5.3.3 – Réfaction

Confer article 30.3. du CCAG-FCS.

5.3.4 – Rejet

Confer article 30.4. du CCAG-FCS.

5.4 – Garantie

Conformément à l'article 28 du CCAG-FCS, les prestations sont couvertes par une garantie minimale d'un an. Ce délai peut être étudié et allonger à la demande du Conservatoire ou du Titulaire. Le Titulaire peut s'engager dans son offre, sur un délai de garantie plus long.

Le point de départ de la garantie est la date de certification du service fait par le Conservatoire.

Au titre de la garantie, le Titulaire remet en état ou remplace à ses frais, la prestation reconnue défectueuse, excepté quand la défectuosité est imputable au Conservatoire. Les parties s'accordent sur le(s) délai(s) de remise en état ou de remplacement des prestations. Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le Conservatoire un préjudice, il peut exiger un matériel de remplacement équivalent. Si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

ARTICLE 6 – PRIX ET RÈGLEMENT

6.1 – Règles générales

Les prix sont réputés établis sur la base de la connaissance acquise du Titulaire, préalablement à la remise de son offre, celui-ci reconnaissant avoir notamment apprécié toute difficulté éventuelle inhérente au site, vérifié les indications portées dans les documents du dossier de consultation des entreprises (DCE) et demandé tous les renseignements complémentaires nécessaires.

6.2 – Caractéristiques des prix

La rémunération du présent marché se fait sur la base de prix forfaitaires et unitaires

Les services seront réglés sur la base de prix unitaires en fonction des quantités réellement commandées et en application du rabais sur le prix de vente public que le titulaire aura fourni impérativement dans son offre.

Marché public n° 2026-02-MPS

Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et biodéchets du CNSMDP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Les prix sont fermes, pendant toute la durée du marché.

6.3 – Contenu des prix

Les prix sont également réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. En outre, dans le cadre d'un groupement, la rémunération du Mandataire comporte la coordination des prestations.

Enfin, les prix s'entendent également franco de port.

6.4 – Détermination des prix de règlement

Par dérogation aux articles 10.2.1. et 10.2.2. du CCAG-FCS, les prix à prendre en compte pour le règlement des bons de commande sont ceux applicables à la date d'émission desdits bons.

6.5 – Règlement des prestations

6.5.1 – Modalités de financement du présent marché

Les dettes nées de l'exécution du présent marché sont libérées par prélèvement sur les crédits inscrits à cet effet sur le budget du Conservatoire.

Le marché n'est pas financé par des subventions.

6.5.2 – Modalités de règlement

Le Conservatoire paie les sommes dues en principal en exécution du présent marché public au Titulaire ou au(x) sous-traitant(s) payé(s) directement, le cas échéant, une fois le service fait, à terme échu, selon les règles de la comptabilité publique, par virement avec mandatement administratif, en créditant le compte indiqué sur l'acte d'engagement ou dans le(s) acte(s) spécial(aux) de sous-traitance, le cas échéant.

6.5.3 – Calcul du montant dû par le Conservatoire au titre des prestations fournies

Lorsque le marché prévoit le versement d'acomptes, à l'achèvement de certaines étapes de l'exécution des prestations, et qu'il indique la quotité du prix à régler à l'achèvement de chacune d'elles, la demande de paiement comprend :

- Pour chaque partie du présent marché exécutée, la quotité correspondante ;
- Pour chaque partie du présent marché entreprise, après accord du Conservatoire, une fraction de la quotité correspondante, égale au pourcentage d'exécution des prestations de la partie en cause.

6.5.4 – Acceptation de la demande de paiement par le Conservatoire

Par dérogation au paragraphe 11.6. du CCAG-FCS, le Conservatoire ne rectifie ni ne complète aucune demande de paiement.

Les demandes de paiement incomplètes ou erronées, y compris en ce qui concerne les mentions légales, sont rejetées.

Marché public n° 2026-02-MPS

Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et biodéchets du CNSMDP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

6.5.5 – Paiement pour solde et règlements partiels définitifs

La demande de paiement est adressée au Conservatoire après admission des prestations à laquelle elle se réfère.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le Titulaire ne produit pas sa demande de paiement, dans un délai de quarante-cinq jours courant à compter de l'admission des prestations, le Conservatoire peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au Titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le Conservatoire règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

6.5.6 – Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du Mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le Mandataire est seul habilité à présenter au Conservatoire la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le Mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le Mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le Conservatoire, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial.

6.5.7 – Délais de paiement – intérêts moratoires

Conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 et suivants du Code, le Conservatoire paie les sommes dues en principal en exécution du présent marché dans le délai de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par lui, sauf lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, auquel cas le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

La date de réception de la demande de paiement effectuée par le Titulaire, accompagnée des attestations de paiement aux sous-traitants ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-14, R. 2192-16, R. 2192-17 et R. 2192-24 à R. 2192-26 du Code de la commande publique.

Marché public n° 2026-02-MPS

Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et biodéchets du CNSMDP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Conformément à l'article L. 2192-12 du Code, le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le Conservatoire à l'expiration du délai de paiement.

Conformément à l'article L. 2192-13 du Code, dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement, le retard fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires et donne lieu également, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage, conformément à l'article R. 2192-31 du Code. Les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, conformément à l'article R. 2192-32. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation, conformément à l'article R. 2192-33.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de quarante euros, conformément à l'article D. 2192-35 du Code.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal, conformément à l'article R. 2192-36.

6.5.1 – Taxes

Les demandes de paiement sont adressées en montant hors taxe et toutes taxes comprises.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la TVA en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.

6.6 – Demande de paiement (facture)

6.6.1 – Contenu de la demande de paiement

Le Titulaire établit sa demande de paiement suivant selon les modalités fixées *infra*.

Lorsque le Titulaire remet au Conservatoire une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Conformément à l'article D. 2192-2 du Code et à l'article 11.3.2. du CCAG-FCS, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les

Marché public n° 2026-02-MPS

Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et biodéchets du CNSMDP

factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code comportent au moins les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur ;
3. La désignation du destinataire de la facture ;
4. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
5. La référence du présent marché ;
6. Le numéro du bon de commande ;
7. La désignation du payeur, avec l'indication du Code d'identification du service chargé du paiement ;
8. La date d'exécution des services ;
9. La quantité ET la dénomination précise des prestations réalisées admises, établi conformément aux stipulations du présent marché et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations de l'article 30.3. du CCAG-FCS ;
10. Le détail des prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ;
11. Le montant total de la facture ;
12. Le montant total hors taxes ;
13. Le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
14. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
15. Le cas échéant, les modalités de règlement ;
16. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
17. Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du Code de commerce ; Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au Code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.
18. Lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du présent marché, la demande de paiement fait figurer également le montant correspondant à la période en cause ;
19. En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;

Marché public n° 2026-02-MPS

Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et biodéchets du CNSMDP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

20. En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises.

Les prix unitaires peuvent être fractionnés pour tenir compte des prestations en cours d'exécution.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du Titulaire défaillant, le surcoût supporté par le Conservatoire est déduit des sommes dues au Titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que le Conservatoire aurait dû régler au Titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du Titulaire défaillant.

6.6.1 – Remise de la demande de paiement

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations.

6.6.1 – Transmission électronique des factures

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code, le Titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est tenu de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique.

De plus, conformément à l'article R. 2192-3 du Code, l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures sont en conséquence à déposer sur le portail public de facturation CHORUS.

La demande de paiement peut être refusée par le Conservatoire lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des factures à la charge du Titulaire et de ses sous-traitants admis au paiement direct.

6.6.2 – Rejet de la demande de paiement

En cas de non-conformité d'une demande de paiement aux éléments susmentionnés, celle-ci sera rejetée.

Cela vaut suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une nouvelle demande de paiement conforme.

6.1 – Cession ou nantissement des créances

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux articles L. 2191-8 et R. 2191-45 et suivants du Code.

L'entrepreneur pourra bénéficier pour le présent marché, de l'affectation en nantissement dans les conditions définies aux articles R. 2191-46 et suivants du Code.

ARTICLE 7 – DIFFÉRENTS ET PÉNALITÉS

7.1 – Résiliation du présent marché

Confer chapitre 7 du CCAG-FCS.

Marché public n° 2026-02-MPS

Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et biodéchets du CNSMDP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

En précision de l'article 42 du CCAG-FCS, lorsque le Conservatoire résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du présent marché, diminué du montant hors taxes des prestations reçues, un pourcentage de 2 %.

De plus, la décision de résiliation du marché n'emporte pas automatiquement résiliation des bons de commande préalablement émis sauf si la décision l'indique expressément. Le cas échéant, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

7.2 - Pénalités

Il est dérogé à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'ensemble des pénalités sont cumulables et sont déduites du montant du bon de commande correspondant restant dû par le Conservatoire.

Elles sont nettes de TVA.

Le Conservatoire peut émettre des titres de recette pendant l'exécution du marché afin de procéder au recouvrement des pénalités éventuelles.

Les pénalités n'ont en aucun cas un caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application desdites pénalités.

7.2.1 - Pénalités pour retard ou mauvaise exécution

En cas de carences dans l'exécution des prestations dues au titre du forfait (absences, retards, mauvaise exécution ou exécution partielle), notifiées au Titulaire, il est fait application d'une pénalité d'un montant équivalent à un sixième de l'acompte mensuel.

Pour les prestations sur bons de commande, il sera fait application le cas échéant des pénalités de retard prévues à l'article 14.1 du CCAG/FCS.

7.2.2 - Pénalités pour absence à une réunion

En cas d'absence à une réunion à laquelle il aurait été dûment convoqué, le Titulaire encourt une pénalité d'un montant pouvant aller jusqu'à un sixième du montant de l'acompte mensuel.

7.2.3 - Autres pénalités

Les pénalités suivantes sont encourues sur simple constatation d'un manquement contractuel :

- Non-conformité d'une facture : le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 € par facture concernée ;
- Intervention d'un sous-traitant sans demande d'acceptation de ce sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement ou en cas de non-respect des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail : le Titulaire encourt une pénalité journalière de 300 € ;
- Non-communication du contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants au Conservatoire lorsque celui-ci en fait la demande, et à l'échéance d'un délai de dix

Marché public n° 2026-02-MPS

Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et biodéchets du CNSMDP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le Conservatoire : le Titulaire encourt, et par dérogation au paragraphe 3.6.3. du CCAG-FCS, une pénalité journalière de 350 €.

7.3 – Règlement des litiges

Confer chapitre 8 du CCAG-FCS.

ARTICLE 8 – DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 – Réparation des dommages et assurances

Confer articles 8 et 9 du CCAG-FCS.

8.2 – Forme des notifications et informations

En complément de l'article 3.1. du CCAG-FCS, les parties veilleront tout au long de l'exécution du présent marché à ce que les adresses électroniques puissent assurer des échanges en temps réels.

8.3 – Informations réciproques

8.3.1 – Informations données par le Conservatoire au Titulaire pendant l'exécution du présent marché

Le Conservatoire communique au Titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au Titulaire pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- De toute observation ou de tout document adressé directement au Conservatoire par les autres intervenants.

Dans le cadre de son devoir de conseil, le Titulaire informe le Conservatoire s'il constate en cours d'exécution du présent marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

8.3.2 – Informations données par le Titulaire au Conservatoire

Le Titulaire communique au Conservatoire toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au Conservatoire.

8.3.2.1) Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du Titulaire

Confer article 3.4.2. du CCAG-FCS.

Le Titulaire doit informer le représentant du Conservatoire de toute modification de son statut résultant d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale.

Marché public n° 2026-02-MPS

Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et biodéchets du CNSMDP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Le Conservatoire peut alors soit entériner le changement de Titulaire par la signature d'un avenant, soit décider la résiliation de plein droit du présent marché, sans indemnité ni préavis.

8.4 – Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Confer article 3.2. du CCAG-FCS.

8.5 – Pièces à remettre au Titulaire

Confer chapitre 4.2. du CCAG-FCS.

8.6 – Prestations similaires

Le Conservatoire peut passer avec le Titulaire des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées dans le cadre du présent marché, dans le respect des dispositions de l'article R. 2122-7 du Code, dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent marché.

8.7 – Propriété intellectuelle

Confer chapitre 6 du CCAG-FCS.

8.8 – Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité

Confer article 5 du CCAG-FCS.

8.9 – Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Confer article 6 du CCAG-FCS.

8.9.1 – Lutte contre le travail dissimulé

Conformément aux articles L. 8222-1, D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, le Titulaire du présent marché transmet tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du présent marché les pièces suivantes :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (opérateur économique installé en France) ou D. 8222-7 (opérateur économique installé à l'étranger, auquel cas, les documents et attestations sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française, conformément à l'article D. 8222-8 du Code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents.

8.9.2 – Emplois de travailleurs étrangers

En application des articles L. 8254-1, D. 8254-1, D. 8254-2, D. 8254-3 et D. 8254-4 du Code du travail, si le Titulaire a recours à l'emploi de travailleurs étrangers, il remet alors au Conservatoire, tous les six mois, la liste nominative des salariés étrangers employés. Il la transmet à l'adresse électronique suivante : marches.publics@cnsmdp.fr

Marché public n° 2026-02-MPS

Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et biodéchets du CNSMDP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

8.10 – Protection de l'environnement, sécurité et santé

Confer article 7 du CCAG-FCS.

8.11 – Égalité professionnelle et lutte contre les discriminations

À l'issue d'un nouvel audit, le CNSMDP a obtenu le renouvellement du label « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » délivré par l'AFNOR.

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le ministère de la Culture souhaite mobiliser ses établissements publics et leurs fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité hommes/femmes et de diversité professionnelle ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au Titulaire de remplir au moment de la signature du présent marché le questionnaire « Égalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère.

Ce questionnaire, qui n'est exigé que du seul Titulaire, prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du présent marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le Titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du présent marché si le Conservatoire lui en fait la demande.

8.12 – Assurances et responsabilité

Confer articles 8 et 9 du CCAG-FCS.

Il est dérogé au premier alinéa de l'article 9.2. en ce que le Titulaire aura justifié au moment de l'attribution qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et précisant la nature des risques couverts et les montants de garantie.

8.13 – Transfert du présent marché

Le Titulaire ne peut céder le présent marché sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur.

Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate du présent marché aux torts exclusifs du Titulaire.

Marché public n° 2026-02-MPS

Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et biodéchets du CNSMDP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Conformément à l'article R. 2194-6 du Code, un avenant est établi dans le cas d'une cession du présent marché, à la suite d'une opération de restructuration du Titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le Conservatoire pour la participation à la procédure de passation du présent marché initial.

ARTICLE 9 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Conformément à l'article 1.2. *in fine* du CCAG-FCS, il est dérogé par le présent CCAP aux articles suivants du CCAG-FCS :

Articles du CCAG-FCS	Articles du présent CCAP y dérogeant
4.1.	1.6 -
3.3.	2.1.1 -
3.4.1.	2.1.2 -
3.6.3.	7.2.3 -
3.7.2.	4.1 -
9.2., premier alinéa	8.12 -
10.2.1.	6.4 -
10.2.2.	6.4 -
11.6.	6.5.4 -
13.1.	4.3.1 -
13.1.1.	0
13.2.	4.3.2 -
14	7.2 -
16.2.1.	3.2.2 -
27.3.	5.1 -
28	5.2 -

Marché public n° 2026-02-MPS

Collecte, recyclage, élimination et valorisation des déchets ménagers, encombrants, électriques et biodéchets du CNSMDP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES